

Projet GOCO₂

Concertation préalable

Marché de Bressuire

Compte-rendu

Samedi 15 novembre 2025, de 9h00 à 12h30, Place Dupin

Représentants de la maîtrise d'ouvrage

- **Jaoa SILVA**, Responsable projets, Heidelberg Materials France
- **Guillaume CHAFFAUD**, Responsable environnement, Usine d'Airvault, Heidelberg Materials France
- **Laurent MUZART**, Responsable développement projet GOCO₂, NaTran

Garant désigné par la Commission nationale du débat public (CNDP)

- **Jean-Pierre BOMPARD**



Contexte et objectifs de la rencontre

Cette présence au marché de Bressuire s'inscrivait dans le cadre de la concertation préalable du projet GOCO₂. L'objectif était d'informer, d'écouter et de répondre aux questions du public sur le projet et sur le dispositif de concertation. Cette rencontre a également été l'occasion d'annoncer les rencontres de la concertation jusqu'au 19 décembre 2025.

Teneur générale des échanges

Au fil de la matinée, les maîtres d'ouvrage et le garant ont échangé avec une soixantaine de personnes, majoritairement des riverains. Des documents de la concertation ont été remis aux passants et participants. De plus, la possibilité de déposer un avis ou une question sur le site internet de la concertation a été systématiquement rappelée.

Tous les participants rencontrés connaissaient la cimenterie d'Airvault et une grande partie a indiqué qu'elle allait participer à l'atelier du 18 novembre à Argentonay.



Perception du projet et attentes exprimées

Plusieurs personnes ont indiqué avoir découvert le projet dans la presse locale (plusieurs articles ont été publiés ces dernières semaines), soulignant « *un appel à des explications accessibles* ». En effet, une grande partie des participants s'est montrée réservée et a exprimé le besoin de comprendre tous les enjeux et les impacts du projet, notamment sur l'environnement (et particulièrement à long terme) ainsi que sur le cadre de vie.

Principales thématiques abordées

Gouvernance, information et concertation

La neutralité de la démarche a été questionnée.

Plusieurs personnes ont demandé si les questions étaient consignées et comment les contributions seraient prises en compte et restituées. Des associations environnementales ont été mentionnées comme ayant informé les habitants des rencontres de la concertation sur le projet GOCO₂.

Finalité du projet, sobriété et alternatives

Des propositions ont été formulées pour privilégier des solutions jugées « *plus*

naturelles » : « *la meilleure captation du CO₂ n'est-elle pas celle des végétaux ?* » ; « *planter massivement des arbres* ».

Des personnes ont interrogé la hiérarchie des leviers : « *ici, on parle d'un levier technologique et pas de société ; on va créer d'autres problématiques* ». D'autres redoutent un effet d'aubaine : « *est-ce que ça ne va pas encourager à produire encore plus ?* ». Une référence à une cimenterie construite récemment près de Bressuire (selon une participante) a été citée comme signe de non-réduction de la production.

En ce sens, des alternatives aux matériaux ont été évoquées (« *on peut imaginer autre chose que le ciment* ») en plus de la question des combustibles alternatifs. La valorisation suscite de l'intérêt : « *recycler le CO₂ au maximum* », « *sur 100 %, quelle part en carburants de synthèse ?* ». Une participante a résumé : « *capter le CO₂ sur le papier, c'est bien, mais le jeu en vaut-il la chandelle ?* ».

Captage et procédé (liquéfaction, énergie, nuisances)

Des demandes d'éclaircissements ont porté sur le principe de liquéfaction et les grandes étapes du procédé.

Les consommations d'énergie et l'origine de l'électricité questionnent également : « *avec quelle énergie va fonctionner tout ce projet ?* ». Des nuisances locales ont été évoquées à Airvault (poussières, bruits) et des précisions ont été demandées sur les mesures prévues.

Enfin, le calendrier est un sujet qui revient très frequemment : « *quand la mise en service d'Airvault2025 est-elle prévue ?* », « *en attendant 2031, est-ce que le CO₂ part dans l'atmosphère ?* ».

Transport par canalisations

Sujet central des échanges : nature et sécurité des canalisations (type, pression), tranchées et impacts sur les terres agricoles, enterrées ou non.

Des questions ont porté sur les tracés et obstacles (« *il faudra passer la Loire... est-ce un défi d'ingénierie ?* » ; « *pour traverser les terrains, comment gérer obstacles et oppositions ?* »), ainsi que sur la sismicité (« *en cas de mouvements sismiques, comment c'est contrôlé ?* »).

Des informations sur les procédures ont été demandées (par exemple sur une potentielle demande de déclaration d'utilité publique) et la possibilité/perspective de raccordements à d'autres émetteurs a été questionnée.

Stockage géologique et autres options

Des réserves sur l'enfouissement ont explicitement été formulées : « *on n'aime pas l'enfouissement... on enfouit tout et n'importe quoi et on ne sait pas comment ça réagit à long terme* ».

Par ailleurs, le stockage en mer du Nord et le rôle de la Norvège ont semblé faire débat : « *où va le CO₂ après ? Peut-on le stocker près de chez nous ?* » ; « *est-ce géré par les Norvégiens ?* » ; « *ils vont pomper le pétrole ? Puisque la Norvège est le premier pays pétrolier en Europe... c'est intéressant pour eux.* » ; « *est-ce une première en France ? est-ce qu'on peut le faire sous la terre ?* ».

Enfin, les effets sur la faune, la flore et les zones naturelles ont également largement été interrogés, et ce, tout au long des échanges.

Calendrier, périmètre industriel

Le déroulé du projet a été questionné : « *est-ce que c'est déjà commencé ?* ». Des interrogations ont porté sur la cimenterie d'Airvault : agrandissement de la cimenterie, nombre de salariés, incinération de déchets.

Financements, coûts et retombées

Les financements ont aussi été discutés : quelle part publique, montants, appels à financement. Des interrogations transversales ont été exprimées : « *il faut trouver des financements, non ?* » ; « *c'est une chaîne vertueuse économiquement... mais environnementalement ?* ». Certains estiment que « *c'est toujours à la faveur des gros groupes industriels* » tandis que d'autres jugent l'idée « *a priori pas mauvaise* », à condition d'être conscient des risques.

